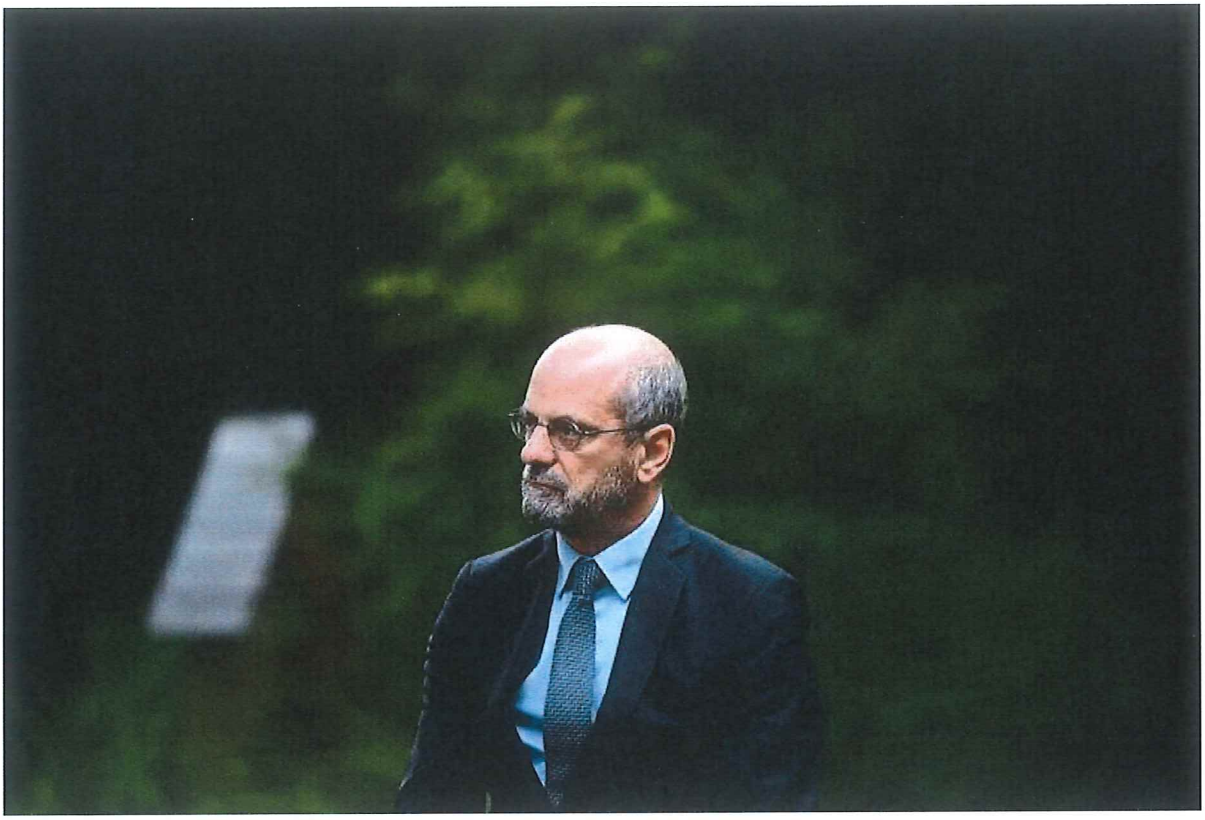
LIBERATION 12/09/21

Portrait

Jean-Michel Blanquer, ministre longue durée à l'Education nationale

Article réservé aux abonnés

Ce lundi, le locataire de la rue de Grenelle bat le record de longévité à ce poste très exposé. Accusé d'autoritarisme, il se défend, convaincu d'être l'homme de la situation pour sauver une école française malade de ses inégalités.



Jean-Michel Blanquer à Paris, le 26 août. (Christophe Archambault/AFP)

par Cécile Bourgneuf et Elsa Maudet

publié le 12 septembre 2021 à 13h17

Jean-Michel Blanquer l'assure : «*Plein de professeurs*» viennent le voir dans la rue pour le féliciter de son action. L'anecdote, lancée à la toute fin de sa conférence de presse de rentrée le 26 août, a fait marrer les syndicats enseignants, pas crédules pour un sou. Impopulaire parmi les profs, tous niveaux confondus, mis en cause dans l'affaire Avenir lycéen, ce syndicat marionnette créé pour glorifier l'action du locataire de la rue de Grenelle, le ministre de l'Education nationale battra tout de même, ce lundi, le record de longévité à ce poste, jusqu'alors détenu sous la Ve République par Christian Fouchet, sous De Gaulle. Voilà donc quatre ans, trois mois et vingt-six jours que Jean-Michel Blanquer, 56 ans, est à la tête de la première administration de France avec plus de 12 millions d'élèves et près de 1,2 million d'employés. Pas celle réputée pour être la plus facile à gérer : en moyenne, les ministres tiennent dix-huit mois.

Avec sa toute nouvelle barbe grisonnante, Jean-Michel Blanquer a l'allure moins stricte qu'à ses débuts, lorsqu'il arborait petites lunettes d'intello et menton glabre. Inconnu du grand public à sa nomination en 2017, il dirige alors depuis quatre ans l'Essec, l'une des plus grandes écoles françaises

de management. Fils d'une enseignante anglaise et d'un avocat parisien, le diplômé de philo, agrégé de droit public et passionné d'Amérique latine est présenté à son arrivée comme issu de la société civile, mais l'ami d'enfance de François Baroin connaît très bien la politique. Et rêve du maroquin qui finira par lui revenir : son livre *l'Ecole de demain,* paru en 2016, n'est autre qu'une longue lettre de motivation, dans laquelle il détaille une partie de son programme, de la maternelle au lycée. *«On pensait que François Fillon serait le grand gagnant après la primaire de droite, Blanquer s'est donc mis sur son créneau. Il avait un projet pour devenir ministre, mais pas un vrai projet pour l'école»,* juge l'historien de l'éducation Claude Lelièvre.

«Très volontariste, un peu bonapartiste»

Recteur de l'académie de Guyane de 2004 à 2006, il laisse derrière lui le souvenir d'un haut fonctionnaire hyperactif, innovant contre la déscolarisation. Son bilan reste plus mitigé à la tête de l'académie de Créteil, la plus difficile de France, entre 2007 et 2009. Dans ce vaste territoire qui abrite notamment la Seine-Saint-Denis, il multiplie les expérimentations. Premier internat d'excellence pour les élèves des quartiers populaires, «microlycées» (100 élèves maximum) pour les décrocheurs, assiduité récompensée par des voyages ou des cours de conduite en lycée pro... Le haut fonctionnaire ne laisse pas indifférent : il y a les fans et les anti-Blanquer.

Nommé directeur adjoint du cabinet du ministre de l'Education Gilles de Robien en 2006, il devient, quatre ans plus tard, Directeur général de l'enseignement scolaire (Dgesco), sous la présidence de Nicolas Sarkozy. *«C'était déjà lui le vrai ministre de l'Education, en fait. Luc Chatel* [alors à la tête de la rue de Grenelle, ndlr] *n'était que le communicant»,* rembobine Claude Lelièvre. *«C'était un Dgesco extrêmement présent. Au point de ne laisser aucune liberté à ses sous-directeurs. On ne pouvait rien obtenir, les textes passaient comme il l'avait voulu»,* se souvient Claire Krepper, secrétaire nationale à l'éducation du SE-Unsa, le deuxième syndicat des profs, qui l'a beaucoup côtoyé à l'époque. *«Autoritaire»,* voilà le qualificatif qui lui colle aux baskets. *«Quand il vient de passer une heure à tenter de vous convaincre qu'il a raison et que vous lui dites que vous n'êtes pas d'accord, il verdit, sa mâchoire se bloque et on sent monter en lui une colère»,* décrit Claire Krepper. Sigrid Gérardin, co-secrétaire générale du Snuep-FSU, syndicat de l'enseignement professionnel public, complète : *«C'est la première fois qu'on a aussi peu d'écoute, avec un ministre extrêmement autoritaire. Il avance comme il veut.»*

Un argument qui irrite Laurent Bigorgne, macroniste de la première heure, ami de Blanquer depuis quinze ans et directeur de l'institut Montaigne, think tank libéral dont le ministre est proche : *«Il y a bien un moment où il faut que quelqu'un assume la charge et dise "je ne céderai pas". Et puis la consultation avec les acteurs de terrain, ce n'est pas le rôle du ministre. Ce sont les recteurs qui font ça. Si on fait collectivement du ministre le type par qui tout doit passer, c'est qu'on a un immense problème.»* L'ancien recteur Alain Boissinot, qui fut conseiller de François Bayrou en 1993 puis directeur de cabinet de Luc Ferry en 2002, parle d'un homme doté d'une *«vraie volonté d'agir»* avec un *«projet politique très volontariste, un peu bonapartiste. Il ne se soucie pas de savoir si les gens sont d'accord ou pas».*

Il met tout le monde au pas

Interrogé par *Libération,* Jean-Michel Blanquer balaie d'un revers de main les critiques : *«J'ai un caractère déterminé, pas autoritaire.»* Son directeur de cabinet, Thierry Ledroit, vient à sa rescousse en vantant son esprit d'équipe : *«Il est très attentif à chaque point de vue, il va au-delà de sa propre personne et sait faire confiance à des profils très différents pour nourrir ses réflexions. Il aime d'ailleurs beaucoup les débats.»* Le ministre a pourtant une fâcheuse tendance à les éviter lorsqu'il est invité à la radio ou à la télé. Le professeur en sciences de l'éducation Philippe Meirieu, l'un des

rares à l'avoir affronté sur France Culture l'an dernier, raconte comment Jean-Michel Blanquer est sorti du studio en claquant la porte, excédé par *«le réquisitoire»* mené par son adversaire.

Le ministre est aussi accusé de mener avec autorité une transformation en profondeur de l'institution : *«Je n'ai jamais vécu, même sous Allègre, une époque de caporalisation aussi forte et de trouille instituée. On n'a jamais autant traduit des inspecteurs généraux devant le conseil de déontologie, jamais mis autant de hauts fonctionnaires, recteurs ou directeurs directement dans le premier cercle politique»,* estime un fin connaisseur du milieu. *«Beaucoup ont le sentiment d'un mode de management très directif, centralisé,* confirme l'ancien recteur classé à droite Alain Boissinot. *Les chefs d'établissement ont le sentiment d'être en permanence soumis à des injonctions pressantes avec une très grande charge de travail.»* C'est toute la contradiction du personnage : Blanquer affiche sa volonté de faire bouger le système, de donner plus d'autonomie aux établissements mais dans les faits, il met tout le monde au pas. *«Il n'a pas bougé le système de commandement : le sommet décide de tout dans les moindres détails et les recteurs n'ont pas plus de pouvoir qu'avant, c'est toujours le ministre qui décide et tout le monde applique»,* analyse Bernard Toulemonde, haut responsable du ministère entre 1980 et 2005.

«Blanquer, c'est Clemenceau»

Thuriféraires et contempteurs s'accordent en tout cas sur une chose : Jean-Michel Blanquer aime l'école et croit en son action. *«Il se sent investi d'une mission quasi divine. Il a la conviction qu'il est l'homme de la situation et le seul capable de redresser l'école française»,* juge Claire Krepper, du SE-Unsa. *«On ne pourra pas faire le procès à cet homme de ne pas s'être intéressé authentiquement à l'éducation et de ne pas avoir cherché à affronter l'une des tares les plus importantes de notre système éducatif»,* à savoir les inégalités, plaide Laurent Bigorgne. *«Blanquer, c'est Clemenceau : il a une mission et il fait la guerre, quoi qu'il en coûte.»*

Son modèle, le locataire de la rue de Grenelle va le chercher dans la IIIe République, cette époque où se noue *«une véritable alliance éducative entre la République et son école»,* écrit-il dans *Ecole ouverte* (1), son dernier livre paru jeudi, le troisième écrit en tant que ministre. Dès les premiers mois du quinquennat, il a égrené ses idéaux fleurant bon la naphtaline, à coups d'uniforme, de chorale et de *Marseillaise*. En juillet 2019, sa loi pour une école de la confiance imposait l'affichage dans chaque salle de classe des drapeaux français et européen, de la devise et de l'hymne nationaux. De quoi rassurer ces parents, nombreux, convaincus que «c'était mieux avant» et que l'école méritait un bon coup de pied au cul. *«Réac»,* l'a brocardé la gauche. *«Il y a un lien inextricable entre la nation, l'école et la République. Il y a des gens, à gauche comme à droite, qui ont toujours voulu défendre la pureté de ce lien. Jean-Michel Blanquer est un de ces hommes qui croient énormément au fait que l'école est un instrument d'émancipation»,* loue Laurent Bigorgne. Avec une touche de modernité tout de même, qu'il tire des neurosciences, son dada, convaincu qu'une bonne connaissance du cerveau de l'enfant permet de résoudre les maux de l'école.

L'ancien directeur de l'Essec croit aussi aux méthodes du privé. Il a posé ses valises rue de Grenelle en parlant évaluations, rémunération des profs au mérite, liberté de recrutement des chefs d'établissement. Un paquet de gros mots aux yeux de la communauté éducative. *«Il a une vision conservatrice et libérale de l'école,* analyse un spécialiste de l'éducation. *Il veut satisfaire à la fois la droite et la frange progressiste des libéraux qui voient, dans la concurrence et les start-up, le progrès de la nation.»* Claude Lelièvre tempère : *«Il a beaucoup agi du côté conservateur, mais peu du côté libéral. Il n'a finalement pas donné plus d'autonomie aux établissements ni de pouvoir à leurs chefs. Il sait que c'est ce qui met le plus le bazar dans l'Education nationale et n'est pas automatiquement compris par l'opinion.»*

«Le côté obsessionnel de sa laïcité»

Dans l'école rêvée de Jean-Michel Blanquer, la laïcité tient lieu de boussole. Une laïcité «universaliste» où l'islam fait figure d'épouvantail, le voile n'étant *«pas souhaitable dans notre société»,* les mères voilées exclues des sorties scolaires et le fantasmé «islamo-gauchisme» érigé en figure à abattre. *«Ce n'est pas un ministre qui débarque en se disant qu'il va trouver un truc pour se faire remarquer. Ça fait plus de trente ans qu'on a des débats sur le port du voile, par exemple»,* signale Richard Senghor, son conseiller spécial sur les thèmes régaliens et ami. *«Sa conception de la laïcité ne me dérange pas, mais elle a un côté obsessionnel»,* reconnaît une députée de la majorité. De fait, il y consacre beaucoup d'énergie. Huit mois après son arrivée rue de Grenelle, Blanquer mettait en place un «conseil des sages de la laïcité», instance censée *«préciser la position de l'institution scolaire en matière de laïcité et de faits religieux»,* davantage conforme à la vision de l'exécutif que l'Observatoire de la laïcité, enterré le 5 juin.

Depuis, de nouveaux étages ont été ajoutés à la fusée : des «équipes laïcité» ont été mises en place dans tous les rectorats, chargées notamment d'intervenir dans les établissements en cas d'atteinte à ce principe, ainsi qu'une formation obligatoire pour tous les personnels travaillant dans les établissements publics, décision prise après l'assassinat de Samuel Paty en octobre 2020. *«Dans les faits, il a au départ diminué l'effort entrepris par Najat Vallaud-Belkacem pour installer des référents laïcité et un peu de formation continue, puis il a fait comme s'il lançait l'opération»,* tacle Claude Lelièvre. Enfin, son think tank informel, qui fait bruisser depuis des mois, censé réunir des tenants de l'universalisme comme Gilles Clavreul, Caroline Fourest ou Aurore Bergé, devrait officiellement voir le jour dans les semaines qui viennent. Objectif : phosphorer sur la République et… la laïcité, bien sûr.

Son autre marotte s'appelle les *«fondamentaux»*, enseignés en primaire. Il leur a d'ailleurs consacré le début de sa dernière conférence de presse de rentrée, quand la plupart des journalistes présents trépignaient de l'entendre parler du protocole sanitaire : *«Cela peut paraître désuet, obsessionnel, on m'en a souvent fait le reproche : lire, écrire, compter, respecter autrui, si ces quatre choses ne sont pas là, le reste ne pourra pas être là»,* clamait-il. *«Des agrégés de faculté de droit, j'en ai vu beaucoup dans ma vie. Qui s'intéressaient à l'école primaire, je n'en ai quasiment pas vu. Il veut irriguer l'école primaire de manière à ce que les inégalités de départ soient corrigées»,* salue Laurent Bigorgne. Sa mesure phare pour y parvenir : le dédoublement des classes de grande section, CP et CE1 avec des effectifs à 12 élèves par classe dans les réseaux d'éducation prioritaire (REP). Selon le ministre, elle bénéficie à 330 000 enfants chaque année. L'initiative est globalement saluée, mais accusée de déshabiller Pierre (le second degré) pour habiller Paul. *«C'est ici* [dans son ministère, ndlr] *qu'il y a les politiques parmi les plus sociales»,* s'enorgueillit le ministre qui se définit politiquement comme *«un républicain social»* considérant que *«l'école est le vecteur de l'égalité des chances».*

Même en pleine tempête, il se congratule

Enjambant le collège, qu'il n'a modifié qu'à la marge, Blanquer a voulu marquer le lycée de son empreinte : fin des séries S, ES et L, création d'un grand oral et introduction du contrôle continu au bac. Un grand chamboule-tout censé mettre fin à la toute-puissance de la série scientifique, offrir aux lycéens une plus grande souplesse dans leurs choix d'apprentissages et mieux les préparer à l'enseignement supérieur. Dans les faits, la première génération de bacheliers sauce Blanquer a eu une nette tendance à recréer les anciennes séries (les meilleurs élèves prenant les spécialités scientifiques), alors que les catalogues d'options ont été plus fournis dans les établissements les plus prestigieux que dans les quartiers populaires.

Surtout, le bac Blanquer a été secoué par le Covid-19. Une aubaine pour le ministre, puisque les contraintes sanitaires ont légitimé sa décision d'imposer une part de contrôle continu à l'examen,

entreprise sur laquelle nombre de ses prédécesseurs s'étaient cassé les dents avant lui, bloqués par des syndicats criant aux inégalités. *«C'est un acquis sur lequel on ne pourra plus revenir»,* estime Bernard Toulemonde.

Le patron de la rue de Grenelle aura passé un an et demi à essuyer les critiques sur sa gestion de la pandémie. Mais même en pleine tempête, Blanquer fait du Blanquer : il se congratule. *«On lui reproche souvent d'être positif. C'est parfois mal compris, mais il pense que ça peut marcher et qu'il n'y a pas de fatalité dans cette maison»,* défend sa conseillère en communication et amie, Perrine Dufoix. Alors que les classes fermaient les unes après les autres, que le taux d'incidence grimpait chez les enfants, qu'il refusait de financer l'achat de capteurs de CO2 et de purificateurs d'air pour les établissements scolaires, le ministre rappelait son bilan : la France est un des pays de l'OCDE qui a le moins fermé ses écoles. Sa grande fierté.

(1) *Ecole ouverte,* de Jean-Michel Blanquer (Gallimard).